



**Convention entre la Région wallonne et l'Union des Villes et Communes de Wallonie
pour la mise en place d'activités d'appui aux ADL**

Plate-forme – 9 octobre 2009

Procès-verbal

Présents: *Mesdames DE BOURGE, DEGEMBE, MARION, MINET, VAN OVERMEIRE.
Messieurs BONNI, BRAHIC, DE BEURME, DUGAUTHIER, FERMINE, JEANMART,
LOUON, THIRIFAY. Intervention Madame LONEUX.*

Excusés: *Madame MOYART, ROUARD.
Messieurs DISPA, LORIDAN, MATHY.*

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA PLATE-FORME DU 5 JUIN 2009

Les membres de la plate-forme présents approuvent le PV de la dernière plate-forme.

2. ANALYSE DE LA DECLARATION DE POLITIQUE REGIONALE

Madame Van Overmeire passe en revue les différents points mentionnés dans la Déclaration de politique régionale (DPR) et qui concernent les ADL.

Dans la Déclaration de politique régionale, les agences de développement local sont citées une seule fois explicitement¹ et ce, à propos de l'articulation entre les structures au service du développement rural. Plus précisément, le Gouvernement dit s'engager à: "*revoir l'articulation entre les structures au service du développement rural: Fondation Rurale de Wallonie (FRW), Agences de Développement Local (ADL), Cellule Animation Réseau (CAR), parcs naturels... Il s'agit d'assurer une meilleure définition des rôles, une plus grande efficacité globale et une cohérence renforcée entre ces différents outils.*" La DPR ajoute également que le Gouvernement s'engage à moderniser le décret relatif au PCDR afin notamment d'accorder une place aux nouveaux enjeux du développement local qui passe par une meilleure intégration de l'énergie, de l'économie, de l'emploi local, de l'environnement, de l'alimentation durable, de la mobilité et de la biodiversité.

On peut regretter que la seule place où les ADL soient citées explicitement, cela soit dans le chapitre consacré au développement rural alors que toutes les ADL ne se trouvent pas nécessairement dans un tel environnement. Cependant, comme le souligne à juste titre Monsieur Thirifay, c'est une très bonne chose que les ADL aient été citées. On en parle, on sait que l'ADL existe. L'ADL est un sujet de discussion au niveau des politiques et c'est très positif.

¹Dans la seconde partie de la DPR (politique sectorielle), dans le titre «Promouvoir un développement territorial durable et concerté», au point 4 «Développer un espace rural de qualité».

Dans le point consacré au secteur de l'animation économique², le Gouvernement fait part de sa volonté de poursuivre le travail de rationalisation des opérateurs qui a déjà été mené et dit souhaiter: *"Accomplir la rationalisation complète de l'animation économique. Les structures locales de coordination agréées par l'Agence de Stimulation Economique comme acteurs de développement économique de terrain constitueront les noyaux autour desquels la rationalisation s'effectuera; évaluer les opérateurs de stimulation économique subsistants via des enquêtes de satisfaction auprès des entreprises ayant eu recours à leurs services. Au besoin, le professionnalisme des opérateurs sera renforcé, notamment par des formations organisées par l'Agence de Stimulation économique"*.

Il est difficile de dire, sur base de la DPR, si les ADL sont concernées ou non par ce point. A priori, les ADL jouent plutôt un rôle en amont, celui de dynamisation économique, qui consiste à favoriser l'émergence de projets. Le rôle d'animation économique concernerait davantage les structures qui accompagnent les porteurs de projets, ces derniers ayant déjà une idée plus précise de l'activité qu'ils souhaitent développer.

Quoi qu'il en soit, Madame De Biourge se demande quelle est la place des ADL par rapport aux SLC et mentionne le fait que l'ADL n'a jamais été en rapport direct avec l'ASE.

Madame Minet mentionne que, dans sa Province (Hainaut), la structure locale de coordination ne reconnaît pas les ADL comme animateurs économiques et dès lors, les laisse de côté. Ce sont les ADL, notamment celle de Colfontaine, qui sont allées à leur rencontre et l'ADL de Colfontaine a de très bons rapports avec l'intercommunale Idea.

Au contraire, en Province de Liège, Monsieur Louon explique que la Spi+ , intercommunale de développement et structure locale de coordination, a fait des pas vers les ADL et a mis en place de nouveaux services auprès des entreprises. Il fait remarquer que des structures comme la Spi+ ou le Bep ne travaillent pas avec des petites entreprises alors que c'est le cas des ADL. L'ADL a donc un rôle local de proximité et plus de stimulation que d'animation.

Monsieur Fermine constate que les ADL ne sont donc pas demandeuses d'être intégrées dans ce secteur de l'animation économique mais souhaitent toutefois être considérées comme des interlocuteurs avec qui les structures locales de coordination doivent avoir un lien.

Monsieur Thirifay estime que les ADL doivent jouer sur leurs points forts, à savoir les partenariats publics/privés. C'est là que se situe la plus-value des ADL car aucun autre acteur ne le fait. Les ADL ne font pas de l'animation économique.

La Plate-forme est d'avis qu'il est nécessaire d'encourager le Ministre à promouvoir l'établissement de liens entre les structures locales de coordination et les ADL.

Les agents présents soulignent d'autres points qui sont repris dans la DPR et qui pourraient intéresser les ADL.

² Plus précisément, dans la partie I consacrée au Plan Marshall 2.vert pour la Wallonie, chapitre "Poursuivre le redéploiement et réussir la transition de l'économie wallonne vers le développement durable et la société de la connaissance", point 3. « Une priorité: créer un cadre propice à la création d'activité et d'emplois de qualité », 3.2. « Un secteur de l'animation économique efficace »

- «le Gouvernement (...) favorisera la coopération entre les petites entreprises via notamment les groupements d'employeurs (...)»³»
- «Par ailleurs, toujours en lien avec cette nécessaire diversification des modèles d'échange et de développement économique, le Gouvernement lancera une étude sur les expériences pilotes autour du concept de monnaies complémentaires (notamment celle de Gand) et sur leur application possible secteur par secteur en Wallonie⁴».
- «le Gouvernement s'engage à (...) garantir une offre diversifiée dans les noyaux commerçants en dotant la Région d'un Schéma Régional de Développement Commercial (SRDC).⁵»

3. FORMATION ADL: PROPOSITIONS DE THEMES POUR LES PROCHAINES FORMATIONS ADL

Madame Loneux de l'UVCW propose trois thèmes pour les prochaines formations: le tourisme, l'agriculture et l'économie sociale.

Le tourisme semble être le sujet retenu par les personnes présentes à la réunion. Madame Loneux pense demander à l'ADL de Durbuy d'accueillir la prochaine formation.

Le sujet de l'agriculture est également un bon sujet. Mais celui-ci serait plutôt destiné à des formules de formation comme la journée technique.

Le voyage ADL aura lieu fin février, et Madame Loneux propose de se déplacer dans les Crêtes pré-ardennaises pour voir ce qui est réalisé en matière de développement local là-bas.

4. LES BESOINS DES AGENTS ADL EN TERMES INFORMATIQUES

L'UVCW a lancé un sondage auprès des agences de développement local afin de connaître leurs besoins en termes informatiques. Quatre agents ont répondu au mail envoyé par Madame Van Overmeire.

Les besoins cités concernent la gestion des contacts (répertoire des entrepreneurs ou indépendants de la commune avec toutes les coordonnées), le partage des fiches projets, des outils de promotion communs (site internet, blog), des outils cartographiques, des outils de consultation de la population.

Monsieur Louon rappelle l'existence du GT mis en place via la plate-forme afin d'avoir accès à une partie des infos de la BCE. Une première phase doit permettre aux ADL de faire une recherche par code postal ou code nace. Quand il y aura le module expérimental, Monsieur Louon nous en reparlera, pour le moment le projet est en cours.

³ Partie II « Politiques sectorielles », chapitre « Soutenir le redéploiement et le développement de notre économie », point 1 « Soutenir notre économie », 1.1. « Encourager le développement durable de nos entreprises ».

⁴ Partie II « Politiques sectorielles », chapitre « Soutenir le redéploiement et le développement de notre économie », point 2 « Faire de l'économie sociale un secteur économique à part entière ».

⁵ Partie II « Politiques sectorielles », chapitre « Promouvoir un développement territorial durable et concerté », point 2 « Des outils pour une stratégie globale concertée au service du citoyen ».

Madame Van Overmeire revient sur les outils déjà mis en place par l'UVCW, notamment le groupe de discussions qui a été lancé depuis le mois de juin. Cet outil semble répondre à un besoin. D'autre part un serveur est prévu pour y déposer des documents, mais celui-ci n'a pas encore été utilisé.

Au niveau de la rubrique «Agenda des ADL» (pour l'instant reprise dans les actualités) qui est visible sur le site internet de l'UVCW, l'UVCW n'a pas encore eu beaucoup de demandes de la part des agents.

5. SUIVI DES GROUPES DE TRAVAIL

- Le groupe de travail Forem/ADL est toujours en cours, il se réunit d'ailleurs ce jour. Le compte-rendu de cette réunion sera diffusé prochainement à l'ensemble des agents ADL.
- Concernant le modèle de rapport d'activités, suite à un travail mené cet été en collaboration avec les agents ADL, la Région wallonne et l'UVCW, celui-ci a été revu. Monsieur Ferminé nous annonce que la mise en ligne est proche, et que l'envoi d'un courrier aux ADL pour les informer du nouveau modèle sera bientôt fait. Parallèlement à la mise en ligne du nouveau modèle sur le site de la DGO6, un exemple fictif sera mis en ligne à titre informatif sur le site de l'UVCW.
- Le GT Evaluation, auquel participent l'Iweps, la RW, l'UVCW et certains agents ADL, a été mis sur pied et poursuit son travail. Prochainement, l'Iweps va interroger, avec leur accord, quelques ADL pour avoir un échantillon représentatif en vue d'évaluer le dispositif ADL dans son ensemble.

6. LES INTER-ADL

La prochaine réunion Inter-ADL Ardenne aura lieu le vendredi 16 octobre à Rochefort. Celle du Hainaut aura lieu le 27 octobre à Pecq. Quant à l'inter-ADL de Liège, une réunion est prévue le 1^{er} décembre à Villers-le-Bouillet. L'UVCW rappelle aux agents qu'elle se tient à leur disposition si ceux-ci souhaitent publier l'ordre du jour et le compte-rendu de ces réunions sur le site internet de l'UVCW.

7. DIVERS

Le représentant du Ministre Antoine en charge des ADL est Monsieur Jean-François Heuse, un ancien agent ADL de Marche-en-Famenne. Il sera invité à la prochaine Plate-forme ADL qui aura lieu le vendredi 23 avril 2010.

* *
*